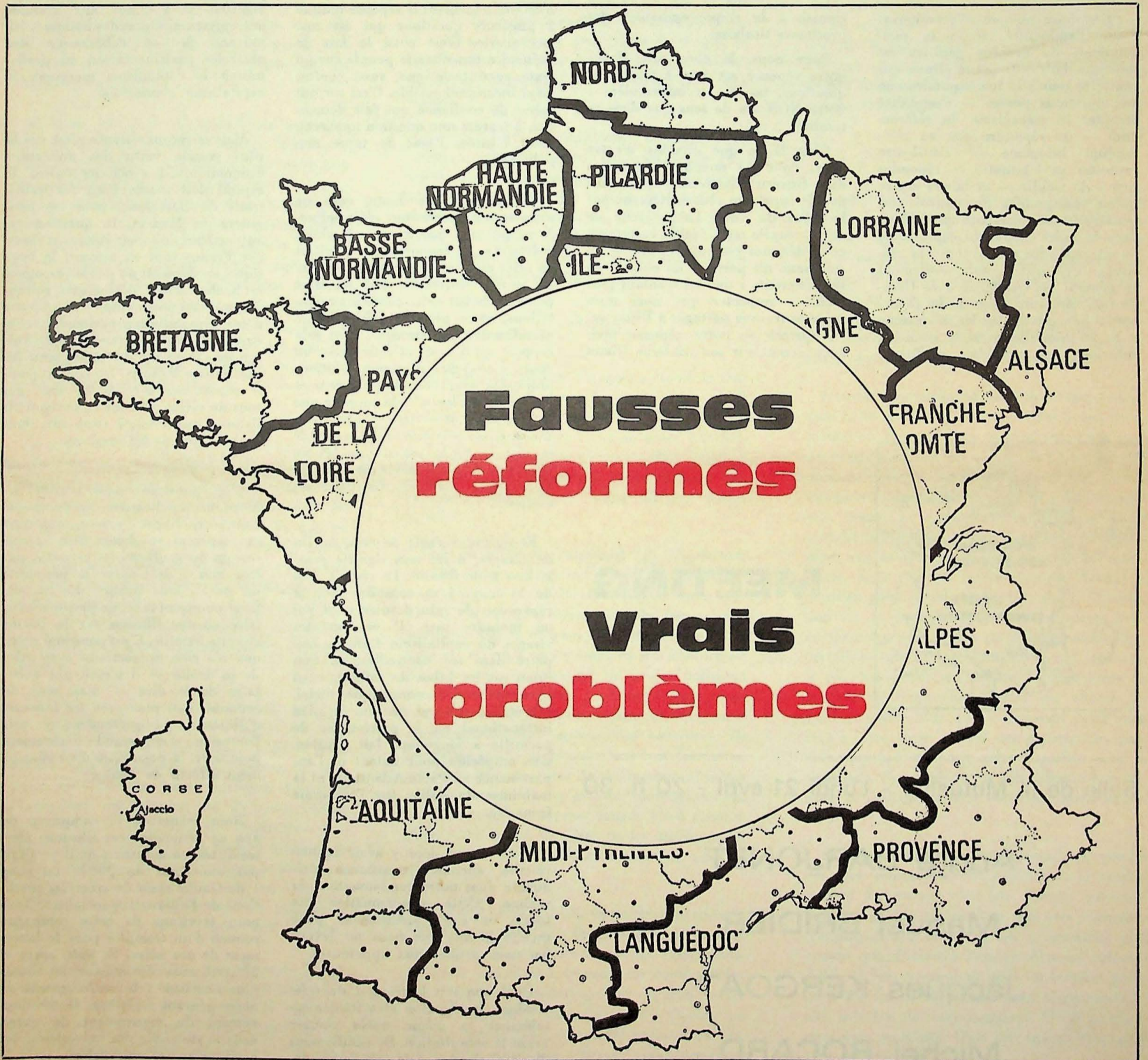


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 3 AVRIL 1969
supplément au
N° 406. 1,50 F



Non au référendum

Manuel Bridier

« Répondre non au référendum ». Toute l'ambiguïté, toute la malhonnêteté du procédé gaullien est contenue dans cette petite phrase qui veut dire tout à la fois répondre non aux questions posées — c'est-à-dire accepter le mécanisme du référendum — ou répondre non au référendum lui-même — c'est-à-dire contester sa légitimité — répondre non à de Gaulle — et laisser croire qu'un changement de pouvoir est possible (ou simplement souhaitable) dans le cadre même du capitalisme — ou répondre non à toute la machine, c'est-à-dire non seulement au général de Gaulle et à sa Constitution flottante mais à la démocratie bourgeoise, à la 4^e comme à la 5^e République, à la coalition enfarinée des candidats profiteurs

comme à la clique endiablée des profiteurs titulaires.

Pour nous, la chose est claire, notre réponse est non à toutes les questions, posées ou informulées : notre NON n'a de sens que dans sa totalité.

C'est là ce que certains d'entre nous, dont les membres unanimes du Bureau National, pensaient devoir exprimer plus nettement par le refus du vote. La majorité de notre congrès en a décidé autrement et sa décision est aujourd'hui la loi commune du parti et de chacun de ses adhérents : une loi d'autant plus facile à respecter que nous nous sommes trouvés partagés à Dijon sur les formes de notre réponse mais aucunement sur son contenu. Quant

au sens de notre refus, c'est le parti unanime qui s'est prononcé.

Nous disons non, bien sûr, à la réforme caricaturale des régions et du Sénat — et l'on trouvera dans ce numéro nos explications sur ce point. Mais nous savons bien que la question n'est pas là. Une fois de plus, de Gaulle a besoin de dramatiser les choses pour rehausser son prestige, à l'intérieur et à l'extérieur ; les manifestations plébiscitaires sont à la fois le ballon d'oxygène et la morphine d'un régime défaillant ; elles lui permettent de survivre et de faire oublier un instant les difficultés réelles.

C'est pourquoi nous condamnons la méthode même du référendum, tel qu'on l'emploie aujourd'hui. Ce n'est pas seulement la réponse unique à plusieurs questions qui est une escroquerie. C'est aussi le fait de prétendre consulter le peuple sur un texte aussi technique, aussi confus, aussi incompréhensible. C'est surtout l'abus de confiance qui fait demander, à travers une question apparemment limitée, l'aval de toute une politique.

On le sait sans doute, nous ne sommes pas contre tout référendum. Nous pensons que les grands choix politiques et économiques peuvent en effet être tranchés par cette voie. Le peuple souverain doit en effet pouvoir choisir entre plusieurs orientations, entre plusieurs objectifs de planification par exemple. Mais cela suppose qu'il y ait effectivement un choix, c'est-à-dire plusieurs solutions proposées, avec leurs implications et leurs conséquences. Cela suppose une information objective et approfondie. Rien de commun, est-il besoin de le dire, avec le jeu du oui et du non, avec le perpétuel « dis-moi que tu m'aimes » de De Gaulle à ses électeurs.

Et puisqu'il s'agit de cela, en fin de compte, notre non signifie aussi le non à de Gaulle. Le régime issu du 13 mai 58 et consolidé par la répression de juin dernier n'est pas un moindre mal. Il est un des visages du capitalisme français empêtré dans ses contradictions. Son bilan est un bilan de faillite, aussi bien sur le plan économique, social, monétaire, culturel que sur le plan international où le patriotisme de pacotille a longtemps fait illusion, sans empêcher pour autant ni l'appartenance au Pacte Atlantique ni la mainmise du dollar sur l'économie française.

Il ne saurait donc y avoir aucune réserve, aucune circonstance atténuante dans notre condamnation du régime. Cette condamnation est totale et c'est précisément pour qu'elle le soit que nous ne devons pas nous arrêter aux apparences.

Quel que soit le résultat du référendum, la situation sera fondamentalement la même après comme avant la consultation. De Gaulle nous dit qu'il s'en ira si le non l'emporte,

espérant ainsi rameuter une fois de plus le parti de la peur. Mais la question n'est pas là non plus. Elle n'est pas plus de renverser de Gaulle en France que de chasser Franco en Espagne : elle est de savoir ce que l'on met à la place, dans quelle direction l'on s'avance.

Il n'est pas vrai que le référendum puisse être demain l'affrontement des forces conservatrices et du mouvement de progrès, du passé et de l'avenir. Les choses sont autrement compliquées. En France comme en Espagne, le capitalisme local et ses soutiens américains ne mettent pas leurs œufs dans le même panier. Les régimes en place ont été utiles pour faire accepter les mesures nécessaires à l'économie moderne. De Gaulle n'a pas seulement soldé le contentieux algérien, il a donné aux grandes entreprises, aux grandes banques, les moyens de se débarrasser des obstacles parlementaires, où prédominait le capitalisme marginal, le capitalisme d'autrefois.

Mais la reconnaissance n'est pas la plus grande vertu des puissances économiques. Les régimes s'usent, le capital doit rester. Pour les industriels de Barcelone, pour les banquiers de Madrid, la question est aujourd'hui de savoir comment liquider Franco tout en sauvant la boutique, en donnant au peuple espagnol le hochet d'une démocratie restaurée, mais en préservant — à la faveur d'une réconciliation nationale — les structures et les privilèges du capitalisme. Il en est de même pour les capitalistes français. De Gaulle peut-il encore servir ? Ils ne sont pas tous du même avis sur ce point, mais ils sont unanimes, à coup sûr, dans leur volonté de lui survivre.

C'est pourquoi nous voyons aujourd'hui d'étranges personnages dans la coalition des non, tous ceux qui espèrent se glisser dans la succession du gaullisme et garantir, par leur non à de Gaulle, la pérennité du oui à leur propre domination. C'est pourquoi nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur la portée de cette bataille. C'est pourquoi notre non n'a rien de commun avec celui de la droite — il n'était pas nécessaire de le dire — mais rien de commun non plus avec les fauteurs d'illusions qui prétendent y voir l'occasion d'un grand mouvement populaire, la possibilité d'un changement effectif de régime.

Nous mènerons la campagne du non en dénonçant ces illusions électoralistes, en montrant qu'il ne s'agit pas seulement de porter un coup à de Gaulle mais de créer les conditions de l'alternative socialiste. Nous nous servirons de cette campagne comme d'un tremplin pour le lancement de nos idées. Et puis, après le 27 avril, nous continuerons les choses plus sérieuses : le renforcement de notre courant socialiste, le développement du mouvement de masse dans la vie réelle des universités, des localités et des entreprises. □



MEETING

Salle de la Mutualité - Lundi 21 avril - 20 h. 30

André BARJONET

Manuel BRIDIER

Jacques KERGOAT

Michel ROCARD

Ce que cache le référendum

Michel Rocard

Rarement consultation référendaire aura été plus confuse que celle du 27 avril 1969. Le général de Gaulle a le goût des conflits abstraits, des drames historiques, des affrontements planétaires. Il n'a pas le goût des débats clairs ni du dialogue démocratique.

Il voulait un vote de confiance, à lui personnellement adressé, à propos d'une « grande réforme ». Mais il le demande à l'électorat conservateur : il faut donc une réforme qui ne change pas grand-chose.

Le texte crée donc des Assemblées régionales qui, non élues directement, n'ont pas de comptes à rendre, et qui ne maîtrisent ni leurs ressources ni l'exécution de leurs décisions. Devant ce projet, les véritables défenseurs d'une réforme régionale socialiste se partagent. D'aucuns votent non, comme nous P.S.U. ; d'autres font la grève du vote, comme certains groupes révolutionnaires et de nombreuses organisations régionalistes. Le camp des oui regroupe d'authentiques adversaires de toute réforme régionale, comme Michel Debré ou Sanguinetti avec des régionaliste convaincus, comme Guichard, et l'ambiguïté n'est pas moindre chez les défenseurs du non.

Le projet référendaire fait de l'ancien Sénat un nouveau Conseil économique à pouvoirs consultatifs élargis. Mais le mélange des élus politiques et des représentants professionnels ou syndicaux aboutit à une confusion telle que les forces qui depuis longtemps attaquaient le Sénat conservateur recommandent dans de nombreux cas le vote non. Le prix d'un plébiscite est inévitablement la confusion. C'est pourquoi il importe de donner à notre non la signification d'un refus de la procédure en même temps que du fond.

Mais ce qui caractérise la période présente est moins la confusion du référendum que l'impuissance du régime à l'utiliser pour se renforcer. Dans une bataille aussi confuse, les stratégies des différentes forces politiques et sociales s'organisent en fonction de l'après-gaullisme bien plus que de l'enjeu du référendum lui-même. Ainsi s'expliquent la réserve critique de Giscard d'Estaing ou les hésitations de Duhamel. Ainsi s'explique aussi le retour en force de Pompidou, dont de Gaulle espérait pouvoir se passer, mais qui a su se rendre indispensable.

En fait, le référendum, contrairement à l'espoir du Général, ne modifie en rien l'évolution des divers courants qui partagent le pays. La manière dont ces courants conduisent leur tactique et leur stratégie est de plus en plus

clairement révélatrice des affrontements qui se feront jour dans les prochaines années.

Le mouvement syndical, tout d'abord, donne dans sa totalité la consigne du non de manière beaucoup plus ferme qu'à l'ordinaire. Cela traduit à la fois son refus de confondre ses responsabilités avec celles des élus politiques, sa volonté de distinguer la consultation de la décision, et aussi sa découverte progressive de ce que la lutte syndicale ne peut éluder ses prolongements politiques. Cette prise de conscience aura des suites.

Du côté des forces politiques, la coupure de la droite apparaît mieux. La bourgeoisie centriste vote non parce qu'elle est conservatrice, attachée à ses privilèges et à ses habitudes. La droite gaulliste apparaît de ce fait plus nettement autoritaire, et timidement réformatrice dans la mesure où la nécessité d'élargir son assise populaire l'y oblige.

**

Le Parti communiste français a choisi le non avec une rapidité dans la décision qui était presque sans exemple chez lui. C'est qu'en effet l'occasion lui était bonne de se poser une fois de plus en défenseur d'une légalité pourtant dépassée, et de souder par là les alliances qui lui permettent l'espoir d'une victoire parlementaire.

Pour les forces de l'ancienne F.G.D.S., le non est l'heureuse solution qui permet de réconcilier tout le monde en n'abordant pas les vrais problèmes, ceux de l'orientation du futur parti socialiste. Car le courant social-démocrate de ce pays est arrivé à un moment de son histoire où il ne porte plus avec lui de projet politique précis. Une bonne partie des hommes qui formeront ce nouveau parti, et notamment son groupe parlementaire, sont aujourd'hui centristes. Ils ne posent pas le problème d'une transformation socialiste des structures de production, ni même sérieusement celui des grandes nationalisations, et ils entendent gouverner sans le Parti communiste, voire contre lui. Rien ne les distingue des radicaux, ni même réellement des centristes de M. Poher.

Un autre courant du futur nouveau parti reste attaché à ce qu'il appelle l'unité de la gauche, et qui est en fait l'acceptation de l'hégémonie du Parti communiste français sur cette gauche. Qu'il s'agisse des municipalités de front populaire à majorité communiste ; qu'il s'agisse des anciens autonomes du Syndicat national de l'enseignement secondaire ralliés à la tendance Unité

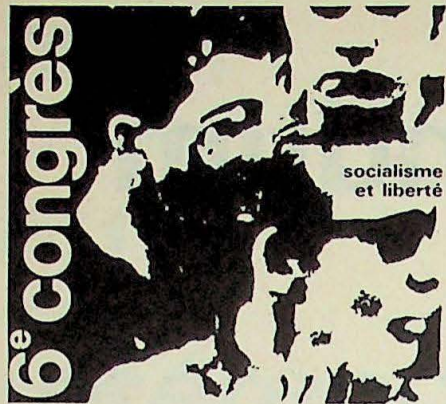
et Action à direction communiste ; qu'il s'agisse des rares forces socialistes S.F.I.O. dans l'agriculture en train de se rapprocher du M.O.D.E.F., partout l'impression se dégage que la véritable social-démocratie, c'est-à-dire la volonté d'aménager les structures actuelles sans projet politique précis ni volonté d'en changer la nature sociale, est aujourd'hui représentée par le P.C.F. et ses organisations. Les restes de la social-démocratie qui se sentent encore liés à la gauche s'alignent dans tous les secteurs, et leur pratique sociale vient épauler celle d'un P.C.F. bourgeoisement réhabilité.

**

Il est dès lors de plus en plus clair qu'il n'y a dans la gauche française que deux grandes orientations. L'une vise à rassurer les classes moyennes, à restaurer le système parlementaire, et à orienter de manière un peu plus sociale le partage du revenu national. Cette orientation est de nature social-démocrate, mais elle est traduite sur le terrain par le P.C.F. avec une puissance que n'avait plus la vieille S.F.I.O.

L'autre orientation est celle du courant socialiste, celle des forces qui travaillent à une transformation des structures de production à la base en même temps qu'au niveau de l'Etat. Le courant est multiple, hétérogène. Le P.S.U. y tient une grande place, mais est loin de le représenter tout entier. Le rayonnement des idées de ce courant se reconnaît à bien des signes, et notamment aux hésitations qui viennent de se manifester, chez certains conventionnels, devant le nouveau parti socialiste. Le fait que la Convention ait, au cours de ses dernières assises, voté un texte qui, sur le plan de la lutte contre l'impérialisme américain comme en ce qui concerne le rôle des luttes sociales ou les structures de gestion, se rapproche parfois des thèses du P.S.U., montre bien que le nouveau parti aura fort à faire pour arrêter des orientations précises, partagé qu'il est entre l'entente avec le centrisme, l'acceptation de l'hégémonie communiste, et l'alliance avec le nouveau courant socialiste.

La préparation d'un avenir socialiste appelle dès lors, comme objectif prioritaire, le renforcement du courant socialiste. Pour y parvenir, la campagne du référendum doit être l'occasion d'expliquer nos thèses et nos orientations plus encore que d'éclairer l'embrouillamini référendaire. Il faut voter non, mais en sachant pourquoi. La fin de règne que nous vivons appelle une solution de remplacement. Cette solution peut être socialiste. C'est dès maintenant qu'il faut la préparer. □



Ce que nous voulons

A Dijon le 6^e Congrès du PSU a voté des « thèses ». La presse en a parlé, le Parti communiste les a contestées, des forces du mouvement de mai les ont discutées, de nombreux syndicalistes les ont étudiées, récemment la Convention des Institutions Républicaines a exposé certaines analyses qui se rapprochent d'elles.

Ces thèses représentent une base pour orienter l'action de notre parti, ses luttes et ses campagnes. Et aussi pour aller plus loin dans la discussion au sein du PSU et dans l'ensemble des forces socialistes. Cependant beaucoup de lecteurs de *Tribune Socialiste* ont été un peu rebutés par la lecture de textes difficiles. C'est pourquoi T.S. propose une « introduction » à leur étude. Mais, attention ! il ne s'agit ni d'un résumé exact, encore moins d'un commentaire « officiel ». C'est tout au plus un fil conducteur.

Le déclin du gaullisme

Les luttes de mai, annoncées par plusieurs grèves d'un type nouveau, ont révélé que *des forces puissantes étaient capables de se dresser contre le capitalisme moderne et contre la société injuste et inhumaine* qu'il produit chaque jour.

Des réactions semblables se produisent de plus en plus fréquemment à travers le monde capitaliste, y compris aux U.S.A., alors que cependant les forces de l'argent disposent de tous les moyens matériels, financiers et intellectuels pour empêcher l'expression d'une contestation radicale. Ouvriers, techniciens, cadres, paysans, étudiants et enseignants, sont de plus en plus nombreux à dénoncer la politique des gouvernements au service des forces capitalistes et bourgeoises et à s'en prendre à la racine même du système capitaliste : le pouvoir économique exercé par les dictateurs du capital.

Aujourd'hui, après 20 ans de développement des moyens de production et de progrès technique, il est anormal que *des besoins essentiels soient toujours aussi ignorés* alors que le gaspillage des dépenses militaires et luxueuses s'accroît. Il est scandaleux que les travailleurs ne soient pas en mesure de contrôler l'outil productif pour transformer leurs conditions de travail et, en définitive, pour exercer collectivement leur pouvoir.

Il est clair que pour y parvenir ils ne peuvent pas compter sur la bonne volonté des détenteurs du capital. Ils doivent arracher eux-mêmes

le pouvoir des mains de ceux qui l'exercent.

Pour cela, *ils doivent profiter de ce que le capitalisme dans son développement mondial rencontre des difficultés grandissantes*. Soit parce qu'il suscite de plus en plus de résistances à travers le monde, résistances qui peuvent être victorieuses comme à Cuba et au Vietnam. Soit parce que les directions capitalistes sont amenées à entrer en conflit les unes avec les autres pour assurer leur domination.

Les forces socialistes françaises doivent, quant à elles, *utiliser au maximum la période de déclin dans laquelle est entré le gaullisme*. Celui-ci, contesté de toutes parts, n'est plus capable d'affronter les vrais problèmes. Il doit chercher à dévier les luttes réelles vers de faux combats politiques comme le référendum et à octroyer des cadeaux aux groupes réactionnaires pour acheter leur bonne volonté. Subventions et faveurs fiscales sont prélevées sur la richesse du pays, ce qui amène le gaullisme à refuser de donner aux paysans et aux salariés prolétariés le produit de leur travail.

Vers la construction du socialisme

Mais cette lutte des forces socialistes doit avoir un objectif à la mesure des problèmes de notre temps et des possibilités de nos forces réelles. *Cet objectif, c'est la construction du socialisme*.

Trop souvent dans le passé les partis de gauche se disant socialistes ont trouvé de bonnes raisons lorsqu'ils arrivaient au pouvoir pour se contenter de gérer le régime en pactisant avec les forces capitalistes.

Mais chaque fois leurs réformes : nationalisations, Sécurité sociale, planification, ont été tronquées, déviées, intégrés et ont finalement servi à sauver le capitalisme de ses propres difficultés. Il serait dramatique de recommencer une telle erreur ; la déception serait si profonde que les perspectives socialistes en seraient effacées pour longtemps et les autres forces socialistes dans le monde en seraient découragées.

La France est aujourd'hui un des points faibles du capitalisme mondial et il existe réellement dans notre pays des forces nombreuses qui ont conscience de la nécessité d'un changement décisif. C'est donc une erreur et une faute que de proposer aux hommes et aux femmes de gauche la simple restauration d'une démocratie parlementaire et la mise en œuvre d'un programme social avancé si, comme nous le croyons, les circonstances sont mûres pour une véritable conquête du pouvoir par les travailleurs.

Nous savons bien que de bonnes circonstances ne suffisent pas et que la majorité des travailleurs n'a pas conscience des possibilités actuelles ; mais c'est précisément en orientant les revendications et les luttes quotidiennes vers la mise en cause des structures capitalistes que l'on peut espérer développer cette conscience ; c'est pourquoi il faut dénoncer les programmes qui ne mettent en avant, à l'Université, dans les entreprises, les campagnes ou dans les cités, que des améliorations, certes très utiles, mais qui finalement conservent pour l'essentiel la hiérarchie des revenus, et des pouvoirs actuels et qui même parfois impliquent une véritable collaboration avec le pouvoir en place.

Nous savons aussi que l'instauration de la société socialiste ne se fera pas en un jour. Qu'il faudra réorienter toutes les productions, toute la formation des hommes, et tous les rapports sociaux, du travail et de la vie hors travail. Mais cette réorientation, œuvre d'une *période de transition*, ne pourra commencer réellement que par la contestation des centres de pouvoir actuel et leur destruction.

Enfin, nous savons que beaucoup de Français qui ont de sérieuses raisons de ne pas défendre la société actuelle hésitent à rejoindre les rangs des forces socialistes parce que le résultat de la première révolution socialiste, celle de l'U.R.S.S., ne les convainc pas ou même les choque.

Le courant socialiste nécessaire

Il nous faut donc affirmer que la société socialiste que nous voulons



A.F.P.

n'a rien à voir avec ce qui a été réalisé jusqu'à présent en U.R.S.S.

Pour convaincre les travailleurs de leurs intentions, les forces du courant socialiste doivent se donner une organisation et mener leurs luttes de telle sorte que leur succès ne conduise pas automatiquement aux mêmes résultats.

Une organisation reste cependant nécessaire. Il est difficile de croire que c'est par une juxtaposition de mouvements indépendants, par une succession d'actions spontanées qu'un pouvoir aussi puissant que celui qui domine la France, son Etat et ses entreprises, pourra être ébranlé et remplacé.

Mais cette organisation ne peut pas être un parti unique ayant à sa disposition des satellites disciplinés car ce parti serait naturellement porté à concentrer dans ses mains toute l'autorité et à refuser l'élaboration de projets divergents des siens et l'expression de revendications des différents intérêts populaires.

D'ailleurs les hommes qui sont décidés à changer la société actuelle travaillent aujourd'hui sur des terrains très variés : action politique, mouvement syndical, organisations sociales, groupes culturels, centres de formation, coopératives populaires.

Ils forment à eux tous plus un courant aux aspects divers qu'un

groupe homogène. Dans ce courant, chacun désire œuvrer selon ses moyens, et ses méthodes en fonction de son milieu. Tout en ayant le même objectif fondamental : le renversement des pouvoirs actuels et la création de la société sans classe et sans exploitation, de la société socialiste où les travailleurs maîtriseront les forces pour créer leur vie.

Cette conception de la lutte politique à la base, dans tous les domaines, mais principalement dans l'entreprise, siège du pouvoir réel, n'exclut pas la poursuite du combat par les voies classiques de la politique, celle des élections. La conquête du pouvoir au niveau des entreprises restera toujours fragile tant que les forces socialistes n'auront pas acquis le pouvoir d'Etat qui leur permettra de neutraliser les forces de répression. Mais, inversement, la conquête par la voie parlementaire, du pouvoir d'Etat s'est toujours révélée insuffisante pour modifier l'organisation de la société tant que le pouvoir économique restait entre les mains du patronat et de la bourgeoisie.

Mais cette stratégie des luttes fait clairement apparaître la nécessité d'une coordination entre toutes les forces politiques et syndicales qui ont le même objectif.

Cependant comme le mouvement syndical doit conserver sa capacité de contestation et de défense des intérêts multiples des travailleurs même dans une société socialiste il

n'est pas question qu'il devienne un simple rouage dans l'ensemble du courant socialiste ; il doit y conserver toute sa liberté d'expression et d'action, même et surtout en ce qui concerne ses grandes orientations donc sa voie politique.

C'est donc par une libre confrontation et une discussion incessante que syndicalistes et politiques peuvent rapprocher leurs points de vue et si possible harmoniser leurs actions.

C'est donc par des recherches parallèles qu'ils doivent progressivement élaborer leur conception de la société à construire.

Le P.S.U., pour sa part, entend seulement être une des forces essentielles du courant socialiste, celle qui pose le problème du pouvoir d'Etat. Pour cela il lui faut affirmer son autonomie tout en recherchant l'accord avec les autres forces politiques qui poursuivraient les mêmes objectifs que lui.

Coordonner luttes et objectifs

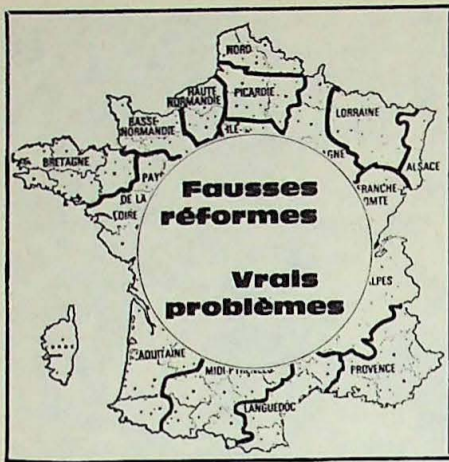
Une des tâches essentielles du courant socialiste et du P.S.U. est de montrer qu'il n'est pas possible de réaliser concrètement et complètement le socialisme dans un seul pays, étant donnée l'interpénétration des forces productives et des rapports sociaux dans l'ensemble du monde capitaliste.

Ce monde est dominé par une puissance, les Etats-Unis, qui ne laissera pas facilement se réaliser cette révolution dans un secteur limité de ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence et d'expansion.

Mais la difficulté est encore renforcée par le fait que l'Union soviétique ne souhaite pas non plus aider une expérience socialiste dont elle n'assumerait pas le contrôle politique et qui risquerait de créer un pôle d'attraction pour les pays socialistes d'Europe dont elle entend fixer l'évolution.

Pour échapper à cette double menace, les forces socialistes des pays industriels avancés doivent se rencontrer, reconnaître leurs aspirations communes, coordonner leurs luttes et leurs objectifs. C'est par des actions concrètes, face aux trusts internationaux ou contre les tendances capitalistes du Marché commun que se créeront peu à peu des solidarités efficaces sans qu'aucun parti ou pays puisse prétendre au rôle de parti-guide ou d'Etat-guide.

Menant leur combat dans le secteur dominé par l'impérialisme américain qu'est l'Europe, les forces socialistes savent que les luttes anti-impérialistes du Tiers monde sont également essentielles pour secouer la tutelle américaine et pour jeter les bases d'une nouvelle coopération entre pays avancés et pays sous-développés. □



Pour une véritable régionalisation

Georges Gontcharoff

Il faut répéter que c'est le P.S.U. qui a été le premier parti politique français à avancer, dès 1967, une analyse détaillée de la situation « coloniale » des provinces françaises et des propositions politiques, économiques, sociales et culturelles de « décolonisation », mettant à l'ordre du jour du combat socialiste les thèmes de la régionalisation.

Nous n'en sommes que mieux placés pour nous situer aujourd'hui, aussi bien vis-à-vis du référendum gaulliste que vis-à-vis des slogans de campagne de toutes les oppositions traditionnelles.

Il faut néanmoins replacer notre effort dans son sens véritable et nous garder de tomber dans le piège que nous tend le pouvoir. Ce piège consiste à centrer le débat sur des questions institutionnelles, importantes certes, mais secondaires par rapport aux problèmes de pouvoirs et surtout de pouvoirs économiques qui se posent dans les provinces. Nous ne pouvons pas nous contenter de discuter de la nature ou de la composition des assemblées régionales, de l'étendue de la déconcentration administrative ou du découpage des régions. Alors que les problèmes majeurs sont d'une nature plus profonde et portent sur les infrastructures économiques plutôt que sur les superstructures juridiques. C'est presque uniquement sur les aspects institutionnels que porte la propagande gaulliste. C'est aussi sur ce terrain que se place l'opposition des appareils politiques. Nous devons recentrer le débat sur les problèmes de fond et, à partir d'exemples précis puisés dans les études que nous avons faites lors des journées régionales du P.S.U. des 7 et 8 décembre derniers, montrer que *l'économie et le politique doivent prendre le pas sur l'institutionnel*, que la régionalisation se pose en termes de « lutte de classes », dans la mesure où le sous-développement régional ne trouve son issue que dans des solutions socialistes.

PRENDRE EN MAIN LE DESTIN COLLECTIF

Les problèmes posés, ce sont le chômage et le sous-emploi de régions entières, l'exode paysan, et les questions soulevées par la modernisation du secteur agricole, la démentielle et

anarchique croissance urbaine, non maîtrisée par les usagers et livrée aux spéculateurs, incapable de fournir un cadre de vie épanouissant aux hommes d'aujourd'hui, la fuite des capitaux et surtout de la matière grise vers l'apoplectique région parisienne, les conséquences catastrophiques de la concentration en un seul lieu de tous les centres importants de décision économique, l'aspect « colonisateur » de la nature et de la sélection des investissements en province, l'étouffement des « cultures » régionales... En prenant le problème de cette manière, nous le replaçons sur son axe principal, qui n'est pas celui de la discussion de spécialistes du droit constitutionnel, mais qui est celui des animateurs locaux et régionaux de tout genre qui désirent *prendre en main leur destin collectif* et qui rejettent, pour ce faire, la tutelle du pouvoir parisien central et l'uniformisation étatique. La base de toute réforme que nous pourrions proposer consiste dans ce refus de voir son avenir décidé de loin, par des hommes politiques jacobins de gauche ou de droite, ou par des technocrates et dans cette revendication, proprement révolutionnaire, d'inventer soi-même sa propre croissance économique et sociale, sa propre image d'une culture originale et vivante.

Il est bien évident qu'un tel esprit ne peut animer les réformes octroyées par le pouvoir gaulliste et que notre premier travail consiste à démystifier la manœuvre gouvernementale qui détourne le vrai débat vers des questions d'organisation formelle ou de découpages territoriaux, avec la complicité naïve ou hypocrite des partis traditionnels qui ne veulent, pas plus que les gaullistes, que les structures économiques et sociales de notre pays soient vraiment remises en cause, à travers une véritable « révolution régionaliste ».

Une régionalisation véritable se situerait à la rencontre d'un mouvement descendant et d'un mouvement ascendant. Le mouvement descendant serait celui d'un Etat centralisé qui déciderait de se déposséder vraiment de pouvoirs abusivement accaparés, au profit de collectivités territoriales plus petites, construites avec le maximum d'autonomie. Alors, des structures étatiques, aussi légères

que possible, ne seraient plus utiles qu'à assurer une interdépendance inévitable (ne serait-ce qu'au niveau d'une péréquation financière) entre ces échelons inférieurs. Le mouvement ascendant serait celui de communes entièrement redécoupées et rénovées selon des propositions que le P.S.U. a maintes fois rappelées, et qui, ayant pris elles-mêmes leur propre consistance dans les réalités économiques et sociales d'aujourd'hui, pourraient soutenir un véritable pouvoir régional.

Au lieu de cela, comme nous le montrons par ailleurs, la réforme gaulliste n'opère pas une véritable décentralisation : on peut parler tout au plus d'une déconcentration administrative, d'une « néo-départementalisation » dans la mesure où la tutelle des préfets de région prend le relais de la tutelle des préfets départementaux et où l'on se contente de transposer au niveau de vingt et une régions les mécanismes administratifs et techniques employés par le pouvoir centralisateur, au niveau des départements, depuis 175 ans (la seule différence étant que les départements possédaient au moins des assemblées élues au suffrage direct).

EVITER TOUT BOULEVERSEMENT

Au lieu de cela, pour ne pas heurter les notables traditionnels de tous bords, on maintient les structures départementales actuelles et l'on se refuse à bouleverser le cadre administratif et territorial des communes dont l'atomisation stérilisante et l'inadéquation aux problèmes économiques et sociaux d'aujourd'hui ne sont pourtant plus à démontrer. Mettant ainsi « la charrue avant les bœufs », c'est-à-dire faisant passer une réforme régionale avant une réforme profonde des communes, on plaque artificiellement une structure complémentaire sur notre corps administratif si complexe et si vétuste, sans réanimer le pays dans ses profondeurs par une véritable transformation des collectivités locales. On se prive, volontairement, de tout dynamisme ascendant, ce qui est encore le meilleur moyen d'assurer la pérennité de la dictature centralisatrice. Une régionalisation telle que nous la concevons serait au contraire la libération de cette formidable

force constructive que serait la démocratie à la base, la définition de structures élémentaires où les hommes se sentiraient responsables et seraient sans cesse appelés à prendre des responsabilités véritables et non formelles, le sentiment d'une appartenance « culturelle » à une réalité vivante... la réponse à une « faim d'autonomie » qui est si nettement apparue au mois de mai 1968, qu'il s'agisse du pouvoir dans son milieu de travail ou du pouvoir dans son milieu géographique de vie.

Le danger majeur du référendum (en dehors de ses aspects plébiscitaires) ne consiste donc pas dans le détail des mécanismes institutionnels qu'il met en place, mais dans le fait que la revendication régionale, que le P.S.U. avait largement contribué à faire naître et à développer, que la prise de conscience qui était en train de devenir une exigence révolutionnaire, se trouvent assimilées, digérées par le pouvoir gaulliste et par le capitalisme (après tant d'autres idées révolutionnaires, comme les nationalisations, la Sécurité sociale ou la planification...) c'est-à-dire que les forces que nous avons libérées ne soient reprises en main et confisquées par le pouvoir, avec la complicité, aveugle ou consciente, des forces politiques de toutes les oppositions. N'est-ce pas le but général du gaullisme, depuis mai 68, que de domestiquer les nouvelles énergies révolutionnaires qui sont apparues, grâce à toutes les vastes manœuvres de la « participation » ?

Notre stratégie vis-à-vis du référendum consiste donc essentiellement à répéter une pensée régionaliste révolutionnaire que nous avons déjà maintes fois exposée (voir en particulier le N° 391, du 5 décembre 1968, de « Tribune Socialiste ») en insistant sur quelques points fondamentaux.

NOTRE REGIONALISATION

Dans le texte soumis au référendum :

1° Les régions ne sont pas constituées comme des échelons autonomes. Elles sont simplement de nouveaux relais du pouvoir descendant. Toute régionalisation véritable procède du mouvement inverse ; c'est-à-dire de la construction de la démocratie par

2° Avec le texte soumis au référendum, nous sommes en présence d'une opération simplement administrative, qui ne remet pas en cause la réalité du pouvoir économique. Toute régionalisation véritable s'attaque au contraire au capitalisme d'Etat, en particulier en ce qui concerne les mécanismes de la planification. Elle dote les collectivités territoriales locales de moyens efficaces pour que le domaine public impose sa loi de croissance économique au domaine privé. Et ainsi se trouvent posés les problèmes des sociétés d'économie mixte et des limites à imposer à la libre entreprise.

3° Le texte soumis au référendum dote les assemblées régionales de certains pouvoirs de gestion et de certains pouvoirs réglementaires. Toute régionalisation véritable va beaucoup plus loin en confiant à de telles assemblées la responsabilité globale de la réanimation régionale, c'est-à-dire la totalité des pouvoirs économiques compatibles avec l'interdépendance nationale.

4° Le texte soumis au référendum n'opère qu'une fausse démocratie au niveau régional : l'assemblée unique

au caractère mixte (politiques et représentants socio-économiques), au mode de désignation inacceptable (élections au second degré ou désignation), aux pouvoirs réduits ; le maintien, sinon le renforcement de la tutelle préfectorale, sont autant d'obstacles à une démocratie régionale effective. Toute régionalisation véritable s'appuie au contraire sur un appel direct à la responsabilité active des citoyens, c'est-à-dire sur des élections au premier degré. Elle dote l'assemblée élue de moyens complets pour qu'elle puisse exercer son pouvoir autonome : exécutif propre et responsable devant elle, services techniques de toute nature, arsenal financier complet (fiscalité propre, crédit propre...), agents d'exécution (un corps de fonctionnaires régionaux) soumis à son autorité, un contrôle étatique ne s'exerçant qu'*a posteriori*...

5° Le texte soumis au référendum tente une domestication des syndicats par le biais de la participation à des assemblées mixtes où les forces socio-professionnelles seront appelées à prendre pouvoir de contestation. Toute régionalisation véritable tient au contraire compte d'une juste

répartition des responsabilités entre les forces politiques et les forces syndicales, répartition que le P.S.U. s'est constamment efforcé de préciser (voir en particulier le texte du Conseil National de mars 1968 et celui de notre VI^e Congrès sur le travail dans les entreprises). L'Assemblée régionale responsable des choix politiques doit être confiée aux seuls politiques. Les forces sociales et professionnelles représentées selon leur importance numérique dans la nation et non selon le système de classe qui nous est proposé pour favoriser un patronat sur-représenté, ne peuvent jouer qu'un rôle consultatif.

6° Le texte soumis au référendum établit une structure nouvelle sans remettre en cause les pouvoirs anciens (communes, arrondissements, départements, Etat centralisé). Toute régionalisation véritable s'appuie au contraire sur une restructuration complète, territoriale et administrative, des pouvoirs locaux existants. Elle dépasse tous les conservatismes secrétés par les notables, qu'ils soient de droite ou de gauche.

7° Le texte soumis au référendum est presque exclusivement institu-

tionnel. Toute régionalisation véritable a, au contraire, pour objet principal, de prendre en charge les mouvements sociaux et les luttes sociales que ne peut manquer de susciter la situation économique plus ou moins menaçante, plus ou moins dégradée, plus ou moins explosive dans chaque province. L'aliénation économique du sous-développement régional se superpose à l'aliénation classique du travailleur. L'exploitation colonialiste parisienne se superpose à l'exploitation capitaliste. La prise de conscience régionale doit donc être prise en charge par tout projet socialiste comme un des aspects complémentaires à la prise de conscience générale de l'exploitation. Il en est de même de l'aliénation culturelle ressentie avec une acuité croissante dans certaines régions où les cultures locales ont pu rester vivantes ou commencer à renaître malgré la pression uniformisatrice du pouvoir central.

Les problèmes de découpage, les problèmes institutionnels ne sont que transitoires et conjoncturels par rapport à cette libération régionale. □

Pendant ce temps-là

Rémy Grillault

Une fois de plus, le pouvoir utilise sa tactique favorite : il détourne l'attention des Français et les entraîne dans un débat artificiel pour n'avoir pas à justifier sa politique. A l'occasion du référendum, il nous abreuve de déclarations rassurantes.

On se souvient de la campagne électorale de mars 1967. Le gaullisme, pour attirer les voix, dressait un tableau idyllique de la situation. A peine les urnes rangées, il commençait à préparer les fameuses ordonnances d'août 1967 pour faire face à la montée du chômage, au déficit déclaré de la Sécurité sociale et aux retards de l'industrie française.

Soyons certains qu'aujourd'hui le gouvernement songe à rééditer un coup semblable. Car, dans tous les domaines, les nuages s'accumulent, et ce n'est pas avec de belles phrases qu'il les dispersera.

Le référendum mobilise les énergies mais...

... Pendant ce temps-là, le gouvernement refuse d'engager la négociation avec ses propres employés. Il décrète que les augmentations des rémunérations dans le secteur nationalisé et la fonction publique seront inférieures à la hausse des prix. Il oblige la S.N.C.F. à résister à toutes les demandes légitimes d'aménagement des conditions de travail et E.D.F. à rejeter les revendications salariales les plus raisonnables.

Le mécontentement couve dans de nombreuses entreprises contre un patronat qui n'a rien appris. Ça

et là, des grèves révèlent le véritable état d'esprit des travailleurs : à la Raffinerie de Donges, chez Massey-Ferguson dans le Nord, chez Usinor à Dunkerque, Saint-Frères à Flixecourt, La Redoute de Roubaix.

Et encore, la conjoncture, relancée par les augmentations de salaires, est-elle plutôt favorable, ce qui pour un temps a arrêté la hausse du chômage. Mais déjà des signes avant-coureurs montrent que le retournement n'est pas loin.

Personne ne croit, en effet, que les problèmes sont résolus. L'économie française est comme un blessé dont l'hémorragie ne pourrait pas être arrêtée...

Peu confiants dans l'avenir de leur patrie, les capitalistes de toutes tailles continuent à faire passer leurs économies à l'étranger, en Suisse, en Allemagne et aux Etats-Unis. Les patrons relèvent sournoisement leurs prix sans que cela puisse apparaître dans les indices, en réduisant les rabais ou en jouant sur les produits nouveaux. Leurs marges de profit s'élargissent, ce qui les incite à faire de fructueux placements à l'étranger. Nos réserves de devises diminuent rapidement bien que le phénomène soit camouflé par les emprunts faits par la Banque de France.

Le pouvoir est capable de tenir jusqu'à la fin du mois et même peut-être jusqu'aux grandes vacances. Mais, à terme, on ne voit pas comment il pourra éviter la dévaluation.

D'autre part, les revendications salariales restent fort modérées malgré l'ampleur des profits et les

hausse de prix parce qu'« il ne faut pas troubler l'atmosphère référendaire », sinon l'abstentionniste bourgeois pourrait se décider à voter oui, mais on peut être sûr que, dès après le référendum, les revendications ne pourront plus être contenues. Alors le pouvoir essaiera de serrer un peu plus la vis. Et on voit mal comment il peut éviter une grave crise sociale. La période du référendum n'aura été qu'une trêve tacite. Le 28 avril, la France retrouvera les vrais problèmes. A quand les nouvelles ordonnances ? Elles, on peut en être certain, elles ne seront pas soumises à référendum.

Le référendum accapare l'attention mais...

... Pendant ce temps-là, le monde capitaliste se rapproche d'une crise qu'il prévoit parfaitement mais qu'il est incapable de prévenir.

Dans tous les pays occidentaux, la hausse des prix s'accélère. Pour la première fois depuis très longtemps, elle atteint 5 % aux U.S.A., 8 % en Hollande...

Partout, les dirigeants s'efforcent de reprendre le contrôle de la machine économique mais ils n'y parviennent pas. Partout, les autorités monétaires restreignent le crédit mais les firmes capitalistes, gorgées d'argent, n'en tiennent pas compte ou empruntent à n'importe quel prix. Les capitaux, comme des rats affolés, filent d'un pays à l'autre, à la recherche des taux de rémunération les plus élevés. Les dollars accumulés en Europe sont

aspirés par les besoins américains. Des firmes de réputation mondiale empruntent à 12 % pour éviter la faillite. Des banques, coincées par les restrictions des instituts d'émission, commencent à s'inquiéter et à couper les vivres à certains de leurs clients.

Les grands patrons de nos économies se réunissent périodiquement pour trouver des solutions. Mais l'affrontement des intérêts nationaux est devenu si virulent que personne ne veut faire de sacrifices. Nous allons assister dans les mois prochains à une série de crises partielles qui n'auront pas les conséquences de la grande crise de 1929 mais la rappelleront fâcheusement et dont, finalement, les travailleurs de tous les pays feront les frais. Une fois de plus, on constatera que le capitalisme en liberté peut bien développer les forces économiques mais qu'il est incapable de les maîtriser pour les mettre au service des hommes.

Néanmoins, nos ministres, imperturbables, continuent de vanter la nécessité de la concurrence internationale tout en pratiquant une politique nationaliste. Le Marché commun est de plus en plus livré aux appétits des firmes internationales, la coopération monétaire recule et reste à la merci des grands groupes financiers. Le gaullisme prête ses bons offices aux Américains et aux Russes pour les aider à régler le sort du monde. Mais il est incapable d'assumer une coopération européenne qui nous mettrait à l'abri de la tourmente qui s'approche. □

FAUSSES RÉFORMES

● Le Sénat

Pour régler les problèmes qui la concernent (emploi, investissements régionaux, logement, santé, etc.) la région a besoin d'un pouvoir exécutif élu, d'une représentation réelle des travailleurs dans l'assemblée régionale.

Elle ne les aura pas. Fausse réforme.

● La régionalisation

Pour que la politique économique et sociale de la France ne se décide plus dans les bureaux des grandes affaires, les travailleurs ont besoin d'une assemblée économique et sociale où ils seront représentés en fonction de leur importance numé-

rique dans le pays ; où les organisations syndicales ne risqueront pas d'être des otages.

Le Sénat qui nous est proposé ne sera pas cette assemblée. Fausse réforme.

A ces fausses réformes le PSU dit **NON**

Pourquoi alors un référendum puisqu'il n'y a rien à décider ?

VRAIS PROBLÈMES

● Crise sociale

Toutes les catégories de la population contestent la politique du gouvernement : ouvriers, paysans, étudiants. Personne ne fait plus confiance à ce régime.

● Crise économique

Le franc, gloire du régime, est en danger permanent. Les réserves en devises baissent chaque semaine. *La dévaluation est inévitable, le chômage est au bout.* Ces crises,

le gouvernement est impuissant à les régler. La méfiance gagne toutes les classes sociales. *Le référendum permet de prolonger l'immobilisme.*

Par le référendum, le gouvernement veut donner l'impression qu'il fait quelque chose ; en espérant que les Français ne s'apercevront pas qu'ils votent pour de fausses réformes sans aucune portée sur les crises qui secouent la France.

Le gouvernement, par cette escroquerie, transforme le référendum en plébiscite « pour ou contre de Gaulle ». Les Français ne se prononcent pas sur « la région, vraie ou fausse réforme », sur « le Sénat, vraie ou fausse réforme ». Mais sur « de Gaulle peut-il continuer à ne pas résoudre les crises actuelles ».

Il faut liquider ce régime en faillite. Mais par quoi le remplacer ?

LES SOLUTIONS

La « démocratie avancée » proposée par le Parti Communiste conduit en fait à revenir à un régime parlementaire tel que la France l'a connu avant 1958. Dès lors, le patronat pourra imposer sa politique et les travailleurs continueront de chercher une place dans une société qui ne saurait satisfaire leurs besoins.

Le P.S.U. n'a pas de solution miracle.

En proposant « l'alternative socialiste », il entend :

— demander aux travailleurs de ne pas céder au mirage des rites électoraux ;

— développer les luttes sociales qui permettront d'imposer le contrôle des ouvriers sur les décisions qui les concernent ;

— remplacer le pouvoir arbitraire de l'Etat et du patronat, par le pouvoir des travailleurs, dans les entreprises, les communes, les régions, l'Université et l'Etat.

Le courant socialiste révélé en mai 1968, et qui ne manquera pas de s'élargir, sera l'artisan de cette transformation.

Il faut le renforcer, l'organiser.

Rejoignez-le.

Rejoignez le P.S.U.

